

Numéro 70 - 7 novembre 2020

L'élection présidentielle contestée aux États-Unis



Le 4 novembre 2020. Manifestation à Portland, en Oregon (*Top Quality DF*)

La signification des résultats

- L'anarchie et la violence règnent
- *Kathleen Chandler* -
- La Cour suprême, les élections et la crise de la démocratie américaine
- *Voice of Revolution* -
 - Les poursuites judiciaires sont un moyen de restructurer l'État des États-Unis pour accroître les pouvoirs du fédéral
 - L'égalité, le vote et le dépouillement des votes

Opinions des lecteurs

- Un processus électoral chaotique qui ne résout pas la crise multilatérale que vivent les États-Unis
 - Le recours à la désinformation pour masquer la crise du processus électoral et politique
 - Les peuples des États-Unis et des Amériques sont nos alliés, pas l'impérialisme américain
 - Prêter attention aux élections aux États-Unis
 - La soirée des élections aux États-Unis et les deux Amériques
- Les résultats des élections aux États-Unis ne reflètent pas la conscience de la classe ouvrière.

Déclarations

- **Défendons nos droits! Descendons dans la rue! Paralysons le pays!**
- *Coalition antiguerre nationale unie* -
- **Defund Hate: Quel que soit le résultat des élections, le Congrès doit définancer les services de l'immigration et des douanes ainsi que des douanes et de la protection des frontières, et donner la priorité au bien-être de nos communautés**
- *United We Dream* -

Reportage photo

- **Les actions à la défense des droits se poursuivent partout dans le pays**

L'élection présidentielle contestée aux États-Unis

L'anarchie et la violence règnent

- *Kathleen Chandler* -



Le 4 novembre 2020. Détroit au Michigan

Le 7 novembre, les médias monopolisés ont finalement déclaré Joe Biden vainqueur des élections présidentielles aux États-Unis. Mais le conflit est loin d'être terminé. Comme anticipé, personne n'avait été déclaré vainqueur dans un premier temps. Même maintenant, la rivalité au sein des factions dominantes est si intense – avec un potentiel de conflit violent ouvert – qu'il est clair que l'élection n'a rien réglé, alors que d'autres conflits continuent d'éclater. Cela est devenu évident dès que Joe Biden a été déclaré vainqueur. Les agences de presse ont annoncé que Joe Biden a remporté la Pennsylvanie et le Nevada, ce qui lui donne 290 votes du Collège électoral contre 214 à Donald Trump, alors qu'il en faut 270 pour remporter l'élection. Les résultats de la Géorgie, de la Caroline du Nord et de l'Alaska n'ont pas encore été annoncés.

Joe Biden doit prononcer un discours de victoire dans la soirée du 7 novembre.

Donald Trump a répondu comme cela était prévisible en refusant de concéder la victoire et en disant que l'élection est loin d'être terminée. Le 7 novembre, il a dit : « La victoire de Joe Biden n'a été certifiée dans aucun État, encore moins dans les États très contestés qui se dirigent vers des

recomptages automatiques, ou des États où notre campagne a des poursuites judiciaires valables et légitimes qui peuvent décider du vainqueur final ». Cela fait écho à ses déclarations du soir de l'élection : « Tous les États récemment revendiqués par Biden seront légalement contestés par nous pour fraude électorale et fraude électorale d'État », avait-il dit.

La campagne Trump intente de nombreuses poursuites en Pennsylvanie, en Géorgie et au Nevada et demande un recomptage dans le Wisconsin – des États où le décompte des voix est serré. Comme l'a répété Donald Trump le 7 novembre, « À partir de lundi [9 novembre], notre campagne commencera à poursuivre notre affaire devant les tribunaux pour s'assurer que les lois électorales soient pleinement respectées et que le vainqueur légitime siège. »

Tout indique que d'autres poursuites pourraient être engagées dans d'autres États, notamment au Michigan et au Wisconsin où, comme en Pennsylvanie, les bulletins de vote par la poste sont acceptés après le jour du scrutin.



Il semblerait que les factions des cercles dirigeants qui soutiennent Joe Biden souhaitent toujours obtenir une victoire décisive afin d'assurer plus facilement une « transition pacifique ». Joe Biden l'a indiqué déjà et a déclaré : « Maintenant que la campagne électorale est terminée, il est temps de mettre la colère et les discours antagonistes derrière nous et de nous rassembler en tant que nation. » Il dit également posséder un mandat du peuple : « Je suis honoré et touché par la confiance que le peuple des États-Unis a placée en moi et dans la vice-présidente élue, Kamala Harris. »

Le fait est que le vote pour Joe Biden représente moins de 25 % de la population en âge de voter et, de plus, environ 80 000 000 d'électeurs admissibles – plus que les 75 000 000 de votes pour Joe Biden – ont exprimé leur opinion en ne votant pas du tout.

En général, la certification des votes par les États ne se termine pas avant la fin du mois de novembre. Pour cette raison, les grands électeurs du Collège électoral de chaque État ne se réunissent pas pour la certification des votes avant le 14 décembre. Les poursuites doivent être réglées d'ici là. Sinon, les États pourraient envoyer deux résultats au Congrès, puis la Chambre des représentants décidera. Tout cela confirme que l'élection reste contestée et que la menace d'une plus grande violence contre le peuple n'est pas écartée. La Garde nationale est déjà déployée dans plusieurs États, dont l'Oregon, le Wisconsin, le Kentucky, le Tennessee et le Texas, et la présence policière a été considérablement renforcée à New York, Washington et Chicago.

Malgré les efforts des campagnes des républicains et des démocrates et des médias monopolisés pour que tout le monde se concentre sur les résultats des élections, la résistance continue dans de nombreuses villes et d'autres manifestations sont annoncées, ce qui montre bien que l'élection n'a pas fait taire ou arrêté les revendications du peuple d'égalité, de justice et de responsabilité. Partout, les gens font savoir clairement que ces questions seront réglées par le peuple et son combat pour les droits de tous et de toutes. L'injustice et l'arbitraire de l'élection, notamment le comptage des votes et la suppression des votes, n'ont fait qu'affirmer davantage la nécessité d'un nouveau système électoral. Les conflits en cours ne font rien pour répondre à cette nécessité et résoudre les problèmes.

Cela montre aussi, plus profondément que jamais, la nécessité du renouveau démocratique des institutions des États-Unis à tous les niveaux, des arrangements constitutionnels et des définitions des droits.

L'une des caractéristiques de cette élection a été l'incapacité des cercles dirigeants à prédire le résultat. Leurs sondages interminables se sont encore une fois trompés. Les oligarques refusent de voir que dans les conditions d'anarchie et de désinformation massive, les sondages ne reflètent pas les positions et les revendications du peuple. Ils ne reflètent pas la colère générale contre l'ensemble du système politique et la volonté du peuple d'avoir un processus décisionnel qui favorise ses intérêts. Ce serait en partie à cause de cette cécité qu'ils choisiraient Joe Biden, un vieil homme blanc de l'establishment, comme porte-étendard. Les oligarques préfèrent exposer leur exhaustion plutôt que de reconnaître que la nouvelle direction que le peuple réclame se développe. Le choix de Kamala Harris, ancienne procureure générale de la Californie, n'y change rien.

Joe Biden, comme Hillary Clinton en 2016, comptait également sur les Afro-Américains et les jeunes pour lui donner une victoire plus décisive. De toute évidence, le vieux calcul des démocrates selon lequel les Afro-Américains voteront en grand nombre pour eux ne s'applique plus, ce qui est également vrai pour les jeunes. La conscience que les démocrates, y compris Joe Biden, ont joué un rôle majeur dans l'incarcération de masse raciste, la militarisation de la police, les attaques racistes organisées par l'État et le génocide, est répandue. Tout comme la conviction que le renforcement de la résistance organisée est la voie vers l'avant. Et la théorie promue que tous les travailleurs blancs soutiennent Donald Trump a été détruite en partie par le vote dans le Wisconsin, où ils sont la majorité.

Les gens votent, ou ne votent pas, pour différentes raisons, mais ce n'est pas le vote qui reflète leurs positions et leurs opinions générales sur la manière de résoudre les problèmes auxquels fait face la société. C'est ce qui ressort du soutien écrasant aux nombreuses manifestations et grèves organisées pour défendre les droits et du fait que de nombreuses autres sont prévues maintenant après les élections.



Ce que les cercles dirigeants ne reconnaissent pas, c'est que leurs méthodes habituelles de prévision, notamment les sondages et différentes vieilles méthodes de calcul, sont tout aussi obsolètes que leur processus électoral. Les gens rejettent la désinformation des campagnes, qui vise à déformer la forme que prend le corps politique, à éliminer sa cohésion, à le fracturer et à le briser plutôt que de l'unir dans la résolution des problèmes de l'heure. Ils luttent au contraire pour donner au pays une nouvelle direction, notamment un processus électoral où le public est informé, où ses préoccupations et ses solutions sont à l'ordre du jour, dans lequel il sélectionne ses propres candidats et qui est structuré pour garantir l'égalité des membres du corps politique.

Le peuple reste également vigilant face à d'éventuelles nouvelles violences provoquées par le gouvernement. Compte tenu de l'intense rivalité parmi les factions dominantes pour s'emparer de la présidence et du fait que Trump refuse toujours de concéder, et du grand nombre de policiers et de membres de la Garde nationale à certains endroits, la menace demeure.

Et le danger d'utiliser des milices racistes armées contre le peuple afin de justifier l'intervention des forces armées et les arrestations et détentions massives est toujours là.

Les syndicats et des centaines d'organisations sont prêts à manifester et à défendre les droits. De nombreuses manifestations ont eu lieu les 6 et 7 novembre et plusieurs autres doivent se tenir la semaine prochaine et en décembre. Beaucoup sont également en colère et prêts à agir, y compris en

déclenchant des grèves, si la Cour suprême intervient. Avec la résistance organisée qui se poursuit depuis le mois de mai, les gens sont prêts à rejeter l'utilisation des forces armées et des forces fédérales contre le peuple et à faire avancer la lutte pour l'égalité, la justice et la responsabilité.

(Photos : We Make Michigan, Tues Toomey HBG, Xinhua)

La Cour suprême, les élections et la crise de la démocratie américaine

- Voice of Revolution -



Le 15 octobre 2020. Manifestation à Washington contre la confirmation d'Amy Coney Barrett (C. King)

Alors que l'élection présidentielle contestée aux États-Unis est toujours en cours, la probabilité d'une intervention de la Cour suprême se précise. En ce moment, au moins une des poursuites judiciaires en Pennsylvanie – une procédure d'appel par le Parti républicain de l'État à laquelle la campagne de Trump s'est jointe – se rendra probablement jusqu'à la Cour suprême.

Ce recours porte sur le rejet des votes reçus après le jour du scrutin. Donald Trump peut encore espérer remporter la Pennsylvanie et, avec un jugement favorable, remporter aussi le Wisconsin et le Michigan, qui ont accepté de recevoir des bulletins de vote après la date du scrutin, comme la Pennsylvanie. Qu'un jugement détermine ou non le résultat du vote, il semble bien qu'entamer une poursuite judiciaire fasse partie des efforts de l'oligarchie financière internationale d'éliminer tous les obstacles à ses efforts pour s'emparer d'un pouvoir décisionnel centralisé, ce qui implique saper l'autorité des États dans les élections, notamment l'autorité des cours suprêmes des États.

Au début, le Parti démocrate de la Pennsylvanie et le secrétaire d'État de l'État de Pennsylvanie ont intenté une poursuite pour que la date d'acceptation des bulletins de vote par la poste soit reportée de trois jours, de 17 heures le 3 novembre à 17 heures le 6 novembre. Ces bulletins de vote constituent la majorité des votes encore en cours de dépouillement. La Cour suprême de Pennsylvanie a statué en faveur de cette prolongation. Les républicains ont porté la cause en appel et ont demandé à la Cour suprême des États-Unis un jugement accéléré avant la fin des élections, ce que la Cour suprême a refusé. Cependant, elle a laissé la porte ouverte à un réexamen de l'affaire. Le juge Alito a écrit que le jugement « ne signifie pas, cependant, que la décision de la cour de l'État doit échapper à notre examen ». Le prolongement de la date limite « a une importance nationale et il est très probable » que le jugement enfreint la Constitution.

Alors que la Pennsylvanie est le seul État dans lequel Donald Trump fait appel, d'autres États ont aussi repoussé leur échéance, et ceci comprend ceux où le vote est très serré : le Michigan, où les bulletins de vote portant le cachet postal du 3 novembre au plus tard peuvent être reçus jusqu'à deux semaines après le jour du scrutin, la Caroline du Nord, où ils peuvent être reçus jusqu'à neuf jours après le jour du scrutin, le Wisconsin, jusqu'à six jours après le 3 novembre. Dans ces États, Donald Trump pourrait également tenter une poursuite comme il l'a indiqué dans son discours à la Maison-Blanche : « Si vous comptez les votes légaux, je gagne facilement. Si vous comptez les votes illégaux, ils peuvent essayer de voler cette élection ».

Ce qui ressort de tout cela est que c'est la Cour suprême, et non les cours suprêmes et les assemblées législatives des États, qui est présentée comme l'arbitre et le décideur de ce qui est légal ou non en ce qui concerne les élections. Même si une décision de la Cour suprême ne décide pas du résultat de l'élection, elle fournit un précédent pour le rejet des décisions des cours suprêmes des États. Cela accroît le pouvoir du Bureau du président, de décider en matière de loi électorale. Cela enlève des pouvoirs aux États, à tout le moins cela affaiblit le pouvoir des États. Cela est révélateur de la tendance générale à la restructuration de l'appareil d'État des États-Unis. De plus en plus de pouvoirs sont concentrés dans les mains du Bureau du président afin d'éliminer les structures qui font obstacle aux intérêts privés étroits qui ont usurpé le pouvoir décisionnel. Les autorités au niveau fédéral et des États s'opposent sur tout, comme on le voit dans les conflits au sujet de la police, de l'immigration, de la COVID-19 et des élections. La restructuration vise à un contrôle fédéral complet.

Les cercles dirigeants font face à une complexité parce que l'intervention de la Cour suprême sur ces enjeux est déjà remise en question. La conscience parmi le peuple est telle que les syndicats et des dizaines d'organisation se tiennent prêts à rejeter le rôle déterminant de la Cour suprême. De façon plus générale, la légitimité de la Cour est de plus en plus mise en doute. Avec la confirmation rapide de la plus récente nomination de Donald Trump à la Cour, Amy Coney Barrett, la Cour est considérée comme étant en faveur de Donald Trump.

En 2010, la Cour suprême a rendu le célèbre arrêt Citizens United qui a ouvert la voie au financement massif des élections par les monopoles et les oligarques, qui utilisent les superPAC (comités d'action politique) pour fournir un financement illimité. Entre 2010 et 2018, les superPAC ont fourni environ 2,9 milliards pour les élections fédérales, dont la plus grande partie provient de quelques donateurs individuels. Par exemple, lors des élections de 2018, les 100 principaux donateurs aux superPAC ont contribué à environ 78 % de l'ensemble du financement des superPAC. Cet arrêt a rendu les élections des États-Unis encore plus antidémocratiques et corrompues. Il a aussi facilité la capacité des oligarques à usurper plus aisément le pouvoir de l'État des États-Unis dans leurs propres intérêts privés étroits.

La Cour suprême fonctionne principalement comme un bras de l'exécutif, et les décisions de la Cour suprême fournissent en général ce dont l'exécutif a besoin au moment où il en a besoin. Cela se voit clairement dans ses décisions concernant l'esclavage, la déségrégation et les élections.

Alors que la rivalité entre les factions de la classe dirigeante est plus intense que jamais et que ses institutions sont dysfonctionnelles, comme ces élections le révèlent, il est possible que certaines décisions reflètent le conflit entre factions rivales au sein même de l'exécutif. En même temps, le rôle de la Cour s'est généralement affaibli, tout comme celui du Congrès. Des jugements sont carrément ignorés, comme l'a fait Barack Obama avec celui concernant le camp de torture de Guantanamo, et comme l'a fait souvent Donald Trump avec les jugements sur l'immigration et les interdictions d'entrée des réfugiés et des musulmans.

Dans ces élections 2020, le recours à la Cour suprême pour décider de l'élection est rempli de dangers pour les cercles dirigeants. La colère face au désastre du gouvernement face à la COVID-19 et la résistance large et persistante du peuple sont telles que le gouvernement fédéral et ses agences de

police perdent leur autorité de gouverner et d'utiliser la force contre le peuple. Les conditions requièrent un nouvel arrangement de gouvernance qui investit le peuple du pouvoir de gouverner et de décider. Toute ingérence de la Cour suprême dans l'élection ne fera que démontrer encore plus que les arrangements existants ne permettent aucune reddition de comptes au peuple.

Traduit de l'anglais par LML

Les poursuites judiciaires sont un moyen de restructurer l'État des États-Unis pour accroître les pouvoirs du fédéral

Avant l'élection, les poursuites judiciaires intentées par les forces de Donald Trump en Pennsylvanie, au Nevada, en Virginie, au New Jersey, dans l'Illinois, au Montana, en Hawaï, au Texas et ailleurs ont visé les tentatives des autorités des États et des comtés d'étendre l'accès au vote postal et les délais de réception des bulletins de vote. Les recours judiciaires ont fait valoir que le vote par la poste augmenterait les cas de fraude électorale.

Les recours en Virginie, au Nevada et au Vermont ont été réglés, mais les autres ne le sont pas encore. Alors que les exemples d'électeurs non admissibles ayant voté sont quasi inexistantes, il y a beaucoup de preuves de fraude où des fonctionnaires électoraux ont rejeté arbitrairement des bulletins de vote par la poste en déclarant que les signatures sur les enveloppes des bulletins de vote ne correspondent pas à la carte d'inscription de l'électeur, ou qu'il n'y a pas de signature, etc. Ces poursuites judiciaires visent les autorités des États. Les jugements des tribunaux contre les États, surtout s'ils sont portés devant la Cour suprême, pourraient renforcer de façon significative le contrôle fédéral sur les lois et la réglementation électorales.



Depuis l'élection, Donald Trump a déposé plusieurs recours judiciaires. Au Nevada, la poursuite allègue que des non-résidents ont voté. En Géorgie, il est allégué que les bulletins de vote d'électeurs absents qui ont été reçus après l'heure limite de 19 heures le jour de l'élection n'ont pas été séparés et retenus pendant plusieurs jours tel que requis, mais ont été comptés. Ces deux poursuites ont été rejetées par des juges locaux. Cependant, les républicains du Nevada ont déposé une poursuite, alléguant sans preuve que des irrégularités ont été commises dans le dépouillement des votes et que des personnes non éligibles ont voté. Cette poursuite est toujours devant les tribunaux.

Au Michigan, la campagne de Trump demande que le dépouillement des votes s'arrête jusqu'à ce qu'elle ait un « accès significatif » pour observer le décompte des bulletins de vote et pour « examiner les bulletins de vote qui ont été ouverts et comptés pendant que nous n'avions pas d'accès significatif ». Détroit est un des endroits qui est nommé. Le recours vise spécifiquement la secrétaire d'État du Michigan et allègue que ses actions « ont enfreint le droit de tous les électeurs du Michigan, y compris des électeurs qui font cette contestation, à participer dans des élections équitables et légales ». Il est plus vraisemblable que cette poursuite soit en partie un moyen de la campagne de Trump de contester le vote par la poste sur la base des signatures et de rejeter des votes au lieu de les compter. Un juge local du Michigan a rejeté le recours le 5 novembre. La campagne de Trump n'a pas indiqué si elle portera la cause en appel.

En Pennsylvanie, une poursuite déposée par Donald Trump comprend une tentative d'empêcher que les bulletins de vote reçus après le jour de l'élection soient comptés, un cas qui se retrouvera probablement devant la Cour suprême des États-Unis. Une deuxième poursuite conteste le décompte des votes par la poste et d'électeurs absents à Philadelphie.

En ce qui concerne Philadelphie, les observateurs de Donald Trump veulent être suffisamment près pour être capables de voir l'écriture sur la face extérieure des bulletins de vote, là où est la signature. Le tribunal de première instance du comté de Philadelphie a permis aux observateurs d'être plus près, mais a ajouté que « les observateurs de l'extérieur peuvent seulement observer et non vérifier les bulletins de vote ». Les avocats de Donald Trump ont porté cette décision en appel devant la cour du Commonwealth de Pennsylvanie. C'est une façon de créer une base dans les élections à venir pour que les campagnes et non les responsables du comté contrôlent la vérification des bulletins de vote et puissent les rejeter ou les compter, selon ce qui sert la campagne.

Il est vraisemblable que certaines de ces plaintes et peut-être d'autres que Trump dépose à mesure que le litige se poursuit pourraient se rendre jusqu'à la Cour suprême des États-Unis. Il s'agit en partie d'un effort pour que la loi électorale soit déterminée par le gouvernement fédéral, dans ce cas la Cour suprême.

Présentement, dans le cas des élections, c'est habituellement la Cour suprême de chaque État qui a le dernier mot en ce qui concerne la loi électorale, et les cours fédérales, y compris la Cour suprême des États-Unis, respectent habituellement leurs décisions. La raison en est que la Constitution donne aux États, et non au gouvernement fédéral, le pouvoir de décider du fonctionnement des élections. Ce pouvoir fait partie du compromis qui a assuré la formation de l'Union à l'époque, en dépit de la volonté des colonies d'être des républiques indépendantes de plein droit.

Dans l'ensemble, la structure existante maintient le pouvoir entre les mains des États en ce qui concerne les élections.

Le gouvernement fédéral est intervenu à plusieurs reprises, par exemple avec le *Voting Rights Act* (la *Loi sur les droits de vote*). Le *Help America Vote Act (HAVA)*, littéralement la *Loi de l'aide à l'Amérique pour voter*, qui a été adoptée après l'élection Bush-Gore de 2000, a pris de nouvelles mesures de concentration de pouvoir en ce qui a trait aux élections, en donnant aux secrétaires d'État des États le contrôle des listes électorales et de la réglementation électorale, alors qu'auparavant le contrôle appartenait principalement aux comtés. Les tentatives actuelles vont encore plus loin, en enlevant potentiellement ce pouvoir aux secrétaires des États et en le concentrant davantage entre des mains fédérales. Par exemple, un jugement de la Cour suprême contre la prolongation du délai de réception des bulletins de vote en Pennsylvanie irait dans ce sens. Il fournirait un mécanisme pour donner un pouvoir bien plus grand au gouvernement fédéral de déclarer inconstitutionnelles diverses lois et réglementations électorales de l'État, ce qui pourrait être appliqué à d'autres États.

Une des caractéristiques importantes de l'administration Trump a été de briser les obligations découlant de la Constitution et d'établir les conditions qui permettent aux oligarques dominants de restructurer tous les arrangements antérieurs afin de s'emparer directement du pouvoir politique et d'éliminer tous les arrangements qui leur font obstacle. Le contrôle des États sur les élections, surtout dans les conditions où le résultat ne peut pas être prédit, est devenu un tel obstacle.

Cependant, il est possible que les cercles dirigeants sous-estiment le vaste sentiment qui existe parmi le peuple que la Cour suprême est maintenant entre les mains de Donald Trump. La confirmation rapide d'Amy Coney Barrett à la Cour suprême a été perçue comme antidémocratique. Contrairement à l'élection Bush-Gore où la décision par la Cour suprême sur le résultat de l'élection a été acceptée, il est peu probable que ce sera le cas maintenant. Parmi le peuple, la cour perd de sa légitimité et il en est de même des gouvernements à tous les niveaux.

Un danger qui existe pour le peuple est que cette restructuration qui favorise l'élite dirigeante puisse être perçue comme étant favorable au peuple. En ce qui concerne les élections, on essaierait de la justifier au nom de l'élimination des diverses injustices provenant des différentes lois et réglementations des États, de l'élimination du Collège électoral et ainsi de suite.

Le changement dont on a besoin n'est pas un plus grand contrôle fédéral. Le changement qui est requis est un plus grand contrôle par le peuple lui-même, qui doit s'investir du pouvoir de prendre les décisions sur la santé, l'éducation, les emplois, les élections et tout ce qui le concerne. Il faut développer une structure qui garantit que tous et toutes sont des membres égaux du corps politique, avec des droits et des devoirs égaux.

L'égalité, le vote et le dépouillement des votes

Les différentes règles de vote et de dépouillement des votes aux États-Unis, différentes dans chaque État, associées à une intervention possible de la Cour suprême, font que l'ensemble du processus électoral est entaché d'anarchie et d'arbitraire. Cela inclut le fait qu'un grand nombre d'électeurs admissibles ne sont pas inscrits et ne peuvent donc pas voter. Cette situation est en général due à différents obstacles qui empêchent leur inscription, en particulier pour les Afro-Américains et les étudiants. Environ 3 millions de prisonniers ne peuvent pas voter. De nombreux immigrants qui vivent aux États-Unis depuis des décennies et qui sont partie intégrante de la classe ouvrière ont été privés de leur citoyenneté et ne peuvent pas voter.

La population en âge de voter (18 ans et plus) est estimée actuellement à 257 605 088 personnes tandis que les personnes considérées comme ayant le droit de vote sont au nombre de 239 247 182, soit une différence d'environ 18 000 000 (estimations de Elections Project). Le taux de participation de cette année est estimé à 159 000 000, soit environ 66 %. Si l'on considère le nombre estimé d'électeurs éligibles, cela signifie qu'environ 80 000 000 ne sont pas dénombrés, soit plus que les 74 500 000 votes que Joe Biden a reçus jusqu'à présent. En prenant la population en âge de voter, ce nombre est plus proche de 100 000 000 personnes exclues. Bien qu'on a souligné à grand bruit que le taux de participation cette année a été plus élevé que d'habitude, ce qui est le cas, cela masque la victoire de Biden telle que projetée maintenant repose sur les votes d'environ 28 % de la population en âge de voter.



Alors que la plupart des autres pays ont un système dans lequel le gouvernement fédéral est responsable de l'inscription sur les listes électorales de toutes les personnes admissibles, ce n'est pas le cas des États-Unis. De nombreux pays exigent également que le gagnant obtienne 50 % des votes admissibles. Ce n'est pas le cas aux États-Unis. Certains pays prévoient également un moyen de compter les votes de ceux qui rejettent les candidats, comme le dépôt d'un bulletin de vote « annulé ». Ce n'est pas le cas aux États-Unis. Une ligne « aucun des candidats susmentionnés » sur le bulletin de vote dans chaque État aurait probablement permis d'obtenir une majorité réelle lors de cette élection, car beaucoup de gens ne voulaient pas voter pour l'un ou l'autre des candidats. Le taux de participation ne représente pas vraiment un soutien aux candidats, il est le reflet des aspirations du peuple d'avoir son mot à dire dans la gouvernance – une volonté qui continuera à s'exprimer et à être décisive dans les développements futurs, à mesure que le vaste mouvement pour les droits continue de progresser.

L'élimination arbitraire des votes

Aux nombreux mécanismes que le système obsolète des États-Unis utilise pour rendre le vote plus difficile s'ajoute le fait que le comptage ou non d'un vote est également arbitraire, car il y a peu de normes établies. Il n'y a pas d'égalité entre les membres du corps politique et certainement pas d'égalité dans le scrutin proprement dit et le dépouillement des voix. Ainsi, bien qu'il semble que Joe Biden veuille que les votes soient comptés et que Donald Trump veut faire arrêter le décompte des votes, la réalité est qu'aucune des deux campagnes ne s'est préoccupée du fait que, compte tenu du nombre beaucoup plus important de bulletins de vote par la poste lors de cette élection, un nombre plus important de votes a probablement été rejeté pour des raisons arbitraires. Comme le soulignent les différents recours en justice intentés pour remédier à cette situation, le manque de normes « oblige les fonctionnaires électoraux à prendre des décisions subjectives, arbitraires et sans normes quant au comptage du vote d'un électeur ».

Par exemple avant l'élection, tant au Michigan qu'en Pennsylvanie, des groupes de personnes concernées par l'exclusion des votes par la poste ont intenté des poursuites pour exiger une norme uniforme pour les accepter. Ces États et d'autres exigent généralement que l'électeur signe l'enveloppe prévue pour le vote par la poste et que cette signature soit ensuite vérifiée par les fonctionnaires électoraux, habituellement avec la carte d'électeur. Cependant, il n'existe pas de norme pour dire que les signatures ne correspondent pas ni de formation des fonctionnaires pour faire des comparaisons. Les bulletins de vote peuvent également être rejetés parce que la personne a oublié de signer l'enveloppe. Ou, dans certains États, elle n'a pas fait signer un témoin, comme cela est exigé. Ou que l'enveloppe n'a pas été reçue à temps. Et dans nombreux États, ces électeurs n'ont aucun recours pour obtenir réparation ou même être notifiés.

Au Michigan, le recours judiciaire dit que l'absence de normes uniformes concernant les signatures permettait aux responsables électoraux de tout l'État d'utiliser des critères arbitraires et divergents. Le secrétaire d'État de l'État a publié des directives qui n'ont pas éliminé la pratique de la vérification des signatures, mais ont instauré une norme sur tout le territoire de l'État visant à réduire les rejets infondés. Celles-ci incluaient que si la signature comprend des « aspects compensatoires », le bulletin de vote doit être considéré comme valide et que c'est seulement si la signature diffère « par des aspects multiples, significatifs et évidents » que le bulletin de vote doit être rejeté. Les directives ont également renforcé l'obligation des fonctionnaires électoraux d'informer les électeurs des bulletins rejetés et d'établir des procédures de correction. Mais elles n'exigeaient pas que ces recours soient suffisamment rapides pour l'élection concernée.

De la même façon, en Pennsylvanie, le recours dit que l'État n'avait pas exigé de formation pour déchiffrer l'écriture ni fourni de normes ou de lignes directrices qui aideraient les fonctionnaires électoraux dans leur analyse des signatures. Là encore, le secrétaire d'État a publié des directives interdisant à tous les comités électoraux des comtés de l'État de rejeter les bulletins de vote d'électeurs absents ou les bulletins de vote par la poste « sur la seule base de l'analyse des signatures ». La Cour suprême de l'État a confirmé ces directives et déclaré que « les comités électoraux des comtés ne peuvent rejeter les bulletins de vote d'électeurs absents et les bulletins de vote par la poste sur la base d'une comparaison des signatures effectuée par les fonctionnaires ou les employés des comtés, ou à la suite de contestations par des tiers fondées sur l'analyse et la comparaison des signatures ».

Il est possible que Donald Trump conteste ces deux décisions.

Dans de nombreux autres États, des poursuites ont également été intentées pour contester l'absence d'avis et de recours rapide afin que les électeurs puissent corriger les problèmes et continuer à faire compter leur vote. Il s'agit notamment des poursuites dans le Maine, le New Jersey, la Caroline du Nord, le Kentucky, la Louisiane, l'Arizona et le Dakota du Nord.

Ces batailles sont autant d'indications que les électeurs veulent une participation juste et équitable, qui

n'existe pas, tandis que les candidats agissent de manière intéressée en cherchant ce qui répond le mieux à leurs propres intérêts. Ils ne demandent pas non plus, ou n'ont pas demandé, les réformes minimales nécessaires pour garantir que toutes les personnes éligibles puissent voter et que des normes d'égalité pour le vote et la candidature soient établies. Le peuple réclame cela et bien plus encore, notamment un système dans lequel ce sont les citoyens qui décident qui seront les candidats, de l'ordre du jour, un processus public unifié qui permet un vote informé et où le peuple est investi du pouvoir de gouverner et de décider.

(Photo : E. Newman)

Opinions des lecteurs

Un processus électoral chaotique qui ne résout pas la crise multilatérale que vivent les États-Unis



Le 2 novembre 2020. Vigile à Buffalo, dans l'État de New York, organisée par les Infirmières américaines unies pour commémorer les travailleurs de la santé morts de la COVID-19 et pour lutter pour leurs droits et ceux de leurs patients (NNU)

En ce moment (au matin du 4 novembre), les élections aux États-Unis sont en train de devenir le théâtre de l'absurde alors que Donald Trump revendique la victoire même si des millions de bulletins de vote n'ont pas encore été dépouillés. Cette situation chaotique à laquelle est confronté le peuple aux États-Unis était inévitable, car pendant la période précédant les élections, tous les aspects du processus électoral étaient contestés par les deux partis qui dominent les élections aux États-Unis au nom de l'élite dirigeante. Les accusations continues de fraude, de tricherie et de mensonges à l'approche du jour des élections ont révélé que les divisions antagonistes au sein de l'élite dirigeante sont si profondes que même le processus électoral, qu'ils ont toujours contrôlé, est dans une crise si grave qu'il ne peut plus être utilisé pour déterminer lequel des deux partis dominants gouvernera au cours des quatre prochaines années.

Avec 134,5 millions de bulletins de votes dépouillés, Joe Biden a 258 des votes du Collège électoral avec 50 % du vote exprimé, tandis que Trump obtient 213 des votes électoraux avec 48,4 % du vote exprimé (270 votes du Collège électoral sont nécessaires pour remporter la course présidentielle). Ces chiffres sont basés sur le vote dans les États où l'un des candidats a été déclaré vainqueur ou est en tête. Les bulletins de vote sont toujours en train d'être dépouillés en Pennsylvanie, au Michigan, au Wisconsin, en Caroline du Nord, en Géorgie, en Arizona et au Nevada.

Il est important de se rappeler que ces élections ont lieu à un moment où les États-Unis sont confrontés à de graves dangers en raison des niveaux croissants d'infections dues à la COVID-19. Les dernières déclarations des responsables de la santé publique préviennent qu'il s'agit d'une période de « la phase la plus préoccupante et la plus meurtrière de la pandémie[1] ». Alors que des querelles intestines féroces se poursuivent à propos du résultat des élections, les dangers auxquels fait face le peuple continuent d'être ignorés. Cela a révélé encore plus un système brisé qui est incapable de répondre aux besoins du peuple.

La crise profonde dans laquelle l'élite dirigeante est embourbée est en contraste frappant avec le mouvement croissant de la classe ouvrière et du peuple partout aux États-Unis qui demandent des changements fondamentaux au système brisé existant. Les travailleurs de nombreux secteurs de l'économie continuent d'exiger des protections contre la COVID-19 aux endroits de travail et dans les communautés, et sont également entrés en action pour s'opposer au racisme qu'ils ont identifié comme une autre maladie mortelle qui ravage les États-Unis et qui doit être éradiquée. Les morts aux mains de la police, des décennies de discrimination raciale dans les soins de santé, le logement, le chômage, l'éducation, la justice pénale et une liste interminable d'injustices inspirent le mouvement du peuple aux États-Unis pour le changement et pour construire une société moderne capable de défendre les droits de tous.

À l'heure actuelle, alors que la classe ouvrière et le peuple aux États-Unis font face à la situation périlleuse créée par l'élite dirigeante dans sa lutte pour le contrôle de l'économie des États-Unis, la classe ouvrière canadienne ne fait qu'un avec le mouvement des travailleurs et du peuple qui mettent de l'avant leurs propres revendications pour une société moderne qui soutient les droits de tous et de toutes.

Note

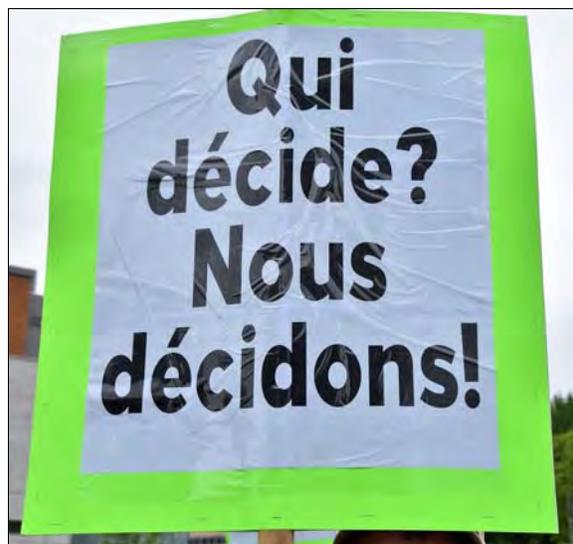
1. Tiré d'une note interne de la docteure Deborah Bix, membre du Groupe de travail sur le coronavirus à la Maison-Blanche.

Le recours à la désinformation pour masquer la crise du processus électoral et politique

Dans la situation d'anarchie et de chaos qui prévaut avec l'élection aux États-Unis, il y a une vaste désinformation qui provient de différents milieux pour interpréter le vote d'une manière qui déforme la lutte de la classe ouvrière et du peuple des États-Unis afin de faire dévier sa lutte pour ses droits et le renouveau démocratique.

Les médias impérialistes interprètent le vote élevé inattendu recueilli par Trump, inattendu par rapport aux prédictions des sondages, comme un signe que des millions de travailleurs des États-Unis sont indifférents à la pandémie de la COVID-19 et à la façon dont le gouvernement des États-Unis l'a traitée et ont plutôt voté pour l'« économie ». La lutte massive des travailleurs de nombreux secteurs

pour se protéger et protéger le peuple, en particulier les gens les plus vulnérables, de la propagation de la pandémie est niée et cachée par un mur de silence et est considérée comme un sujet tabou par



les médias monopolisés. Les médias parlent des « deux Amériques », la version de Trump versus la version de Biden, dans laquelle un vote pour Trump est un signe d'indifférence envers la pandémie et un vote pour Biden un signe de préoccupation par rapport à celle-ci. Cependant, les deux Amériques qui se combattent ne sont pas celles de Biden et de Trump, mais celle de l'élite dirigeante et de sa démocratie non représentative usée à la corde versus celle du peuple qui lutte pour ses droits et pour une démocratie qu'il bâtit lui-même.

Les travailleurs et le peuple des États-Unis ne sont pas ceux qui décident de l'enjeu des élections. Ils n'en contrôlent pas le processus. Le processus est contrôlé par ceux qui sont dotés d'un immense privilège et d'un immense pouvoir et leurs représentants politiques, qui sont connus pour leur offensive antisociale contre le peuple, y compris leurs attaques racistes, leur déportation des migrants, leurs guerres et leur ingérence à l'étranger pour imposer le changement de régime. La volonté et la conscience des travailleurs et du peuple ne sont pas reflétées ou exprimées par ce processus électoral. La seule façon que les travailleurs peuvent exprimer leur volonté et leur conscience est par leur propre travail, leurs propres discussions et délibérations sur les problèmes auxquels la classe ouvrière et le peuple sont confrontés, et par leur propre élaboration de solutions prosociales afin que les crises qui déchirent la société soient résolues à l'avantage du peuple.

Une suggestion est faite selon laquelle lorsque les travailleurs et le peuple se dressent contre les provocations de l'équipe Trump, y compris en se préparant à des grèves politiques si Trump est défait et refuse de quitter la présidence, ils défendent le statu quo du processus électoral des États-Unis et des institutions du pays.

Cela n'est pas le cas. Les travailleurs sont prêts à entrer en action pour garantir qu'un coup n'est pas organisé sur la base de ce que Trump appelle les « votes illégaux » et le « vol des élections » par les démocrates, mais le contenu de leur action dépasse de beaucoup les confins du processus électoral actuel et de la démocratie aux États-Unis. Ils luttent pour bloquer une descente encore plus grande vers l'anarchie et le chaos, ce qui veut dire une privation encore plus grande de pouvoir pour le peuple au moyen de la violence. Ils luttent pour les droits et le bien-être de tous, contre leur privation de pouvoir qui est un trait essentiel de l'offensive antisociale de destruction nationale et du bellicisme accrus depuis des décennies. Leur lutte vise le renouvellement de la démocratie afin que le peuple puisse changer la direction de l'économie et de la politique et contrôler les affaires du pays.

Les travailleurs et le peuple des États-Unis font face à de grands défis et les travailleurs canadiens doivent les appuyer fermement, ce qui veut dire, entre autres choses, faire en sorte que le Canada ne s'aligne pas derrière les factions en guerre de l'élite dirigeante des États-Unis et intensifier la lutte contre l'intégration du Canada dans l'économie de guerre des États-Unis.

Les peuples des États-Unis et des Amériques sont nos alliés, pas l'impérialisme américain

My neighbour is rich
He can buy the earth
He wants to buy the earth
But the earth belongs to everybody and is not for sale.
- *Félix Leclerc*

(Mon voisin est riche
Il peut acheter la Terre
Il veut acheter la Terre
Mais la terre appartient à tout le monde et n'est pas à vendre)

Le 4 novembre, alors que les élections présidentielles n'étaient pas encore terminées, le premier ministre du Québec, François Legault, a déclaré à leur sujet : « On va continuer de travailler fort pour faire prospérer notre relation, peu importe le président que les Américains auront choisi. Je ne voudrais pas que les autres États ou pays se mêlent de nos élections. Donc, ce sera aux Américains de décider. » La vice-première ministre du Québec, Geneviève Guilbeault, a dit : « On va se ranger au résultat qui aura été décidé par la population américaine. » Et finalement, la ministre des Relations internationales, Nadine Girault, a dit : « Nos liens sont forts et nous sommes des alliés commerciaux essentiels. Nous allons continuer de soutenir la relation que nous entretenons depuis toujours avec notre voisin du sud. »

Pour trouver une période du passé où le peuple québécois considérait que les États-Unis étaient un allié, il faut retourner au XIXe siècle, lorsque les patriotes voyaient les États-Unis comme un allié dans la lutte anticoloniale contre l'empire britannique, qui a culminé avec les grandes assemblées du peuple en 1837-1838, et la nécessité de mettre fin au contrôle de l'empire britannique sur leurs vies.

Mais l'expérience directe du peuple québécois, en particulier pendant l'expansion du capital américain au Québec et au Canada dans les années 1960 et les guerres d'agression ouvertes des États-Unis, leurs renversements criminels de gouvernements et leurs alliances de guerre, a fait en sorte que le peuple québécois s'est rangé du côté des peuples du monde, y compris la jeunesse des États-Unis qui s'opposait à la guerre du Vietnam. Parmi les nombreuses expressions de cette prise de position, à la suite du coup d'État qui a eu lieu au Chili en 1973, les communautés québécoises ont accueilli à bras ouverts les Chiliens qui avaient été forcés de s'exiler par le coup d'État brutal de Pinochet, dirigé par les États-Unis.



Au cours de cette période, les travailleurs et le peuple québécois ont subi les contrecoups de l'expansion du capital financier américain au Québec. Ils se sont vite rendu compte de ce que signifiait la politique officielle de gouvernements successifs, peu importe leur couleur politique, d'un « Québec ouvert aux investisseurs ». C'est une politique pour mettre les ressources humaines et naturelles du Québec à la disposition des entreprises étrangères, en particulier les compagnies des États-Unis, une situation qui se répète constamment, alors que le gouvernement du Québec se range ouvertement du côté des monopoles contre les travailleurs en grève et leurs communautés, comme ce fut le cas à Alma en 2012 lorsqu'il s'est rangé du côté de Rio Tinto Alcan. Ce qui voulait aussi dire que, comme dans les cas des industries forestières et minières et des grands projets hydroélectriques financés par les Américains, les gouvernements se rangeraient du côté des propriétaires de ces industries contre les droits ancestraux et issus des traités des Innus, des Anishinabés et des autres Premières Nations.

Pour ce qui est de la question de se mêler de nos affaires ici, les agences étatsuniennes ont été particulièrement actives au Québec dans les années 1960 et 1970, comme partie intégrante de leur Opération Chaos, pour subvertir et supprimer la lutte de la classe ouvrière et de la jeunesse à la défense de leurs droits, y compris le droit de décider eux-mêmes de leur avenir et de s'opposer à l'OTAN dirigé par les États-Unis, et à toutes ses conséquences pour le Québec et le Canada, telles que la militarisation de l'économie et une politique étrangère au service des ambitions mondiales des États-Unis. Cela se voit aujourd'hui dans la politique hostile des États-Unis envers Cuba et le Venezuela, par exemple, alors que le peuple québécois s'oppose aux sanctions brutales et criminelles imposées à ces pays et soutient le droit des peuples de décider, et des relations entre pays fondées sur des relations pacifiques et sur l'assistance mutuelle.

Voilà ce qui fait que ces déclarations au sujet de « respecter ce que décident les Américains » sont si trompeuses et détachées de la réalité. Conférer une crédibilité quelconque à un processus aussi brutal et anticonscient qu'on ne peut plus qualifier de « politique » vise précisément à venir au secours d'un processus politique qui ne sert plus les intérêts du peuple et de la société et à subvertir les luttes des peuples pour le changement. C'est de promouvoir un processus politique qui est désuet, corrompu et injuste par lequel des millions de gens ne peuvent même pas s'inscrire pour voter, les campagnes des deux partis imposés au peuple comme étant un « choix » sont financées par les plus grandes entreprises au monde, et la notion même d'autorité publique, de bien public et de corps politique a été remplacée par des intérêts privés étroits.



Si Trump gagne/si Biden gagne

leur sécurité, en particulier en ces temps de pandémie. À cet égard, les infirmières – plus de 2 000 travailleurs et travailleuses de la santé sont décédés aux États-Unis en raison de la COVID-19 – ont été particulièrement actives et courageuses alors qu'elles ont organisé des vigiles tout au long des élections pour honorer les morts et lutter pour les vivants, exigeant une meilleure protection et des normes de sécurité publiques nationales pour lesquelles toutes les institutions privées et publiques doivent être tenues responsables.

Les déclarations citées plus haut, en apparence anodines, cachent des enjeux énormes, surtout pour ce qui est de notre relation avec les États-Unis et la lutte de vie ou de mort pour le changement qui fait rage présentement dans les Amériques, y compris au Québec et au Canada. Pour ce qui est de la classe ouvrière et du peuple québécois, notre relation est avant tout avec la classe ouvrière et le peuple des États-Unis et des Amériques dans cette période où les effets des injustices passées ont rattrapé ceux qui forment les classes dirigeantes et qui en ont profité. Une humanité, une lutte – celle de la lutte pour la démocratie fondée sur la défense des droits de tous, et, avant tout, le droit des peuples de décider, de développer et de choisir les formes de démocratie qui conviennent à leurs besoins, sans ingérence étrangère.

(Photos : VOR)

La lutte du peuple des États-Unis pour décider se mène avec acharnement dans tous les mouvements des travailleurs et du peuple qui se sont poursuivis sans relâche même durant les mois d'élections et sont volontairement ignorés par ceux qui veulent perpétuer le mythe de la « plus grande démocratie au monde ». Elle est exprimée dans la participation active – malgré une répression des plus brutales – de plus de 20 millions de personnes de tous les horizons contre les meurtres et la violence racistes par la police, exigeant égalité, justice et reddition de comptes. Dans le cours de ces mouvements, des discussions ont lieu sur les arrangements politiques actuels et sur le fait que sa constitution et sa fraude électorale ne servent pas les intérêts du peuple et sont une entrave au développement d'une société qui peut et doit servir ces intérêts.

Cette lutte est menée par les travailleurs des États-Unis, qui ont mené des milliers de grèves ces derniers mois à la défense de leurs droits et

Prêter attention aux élections aux États-Unis



Le 20 juillet 2020. Grève en appui à Black Lives à Seattle, Washington, dans le cadre de la Journée nationale d'actions tenue à l'échelle du pays.

S'il n'y avait pas les reportages de la presse du Parti, y compris les reportages de *Voice of Revolution* de l'Organisation marxiste-léniniste des États-Unis et d'autres organisations combattantes aux États-Unis, et les informations que les gens peuvent glaner sur les médias sociaux sur le mouvement de résistance aux États-Unis, on pourrait tomber dans le piège du désespoir que les médias dépeignent comme une situation sans issue et chaotique, des États-Unis divisés entre les « progressistes » qui ont voté pour Biden et les « réactionnaires » qui ont voté pour Trump. Selon cette interprétation, ce sont les objectifs et les manœuvres de l'élite dirigeante qui comptent et le peuple n'est qu'une masse votante.

Les deux Amériques en conflit, comme l'a souligné Kathleen Chandler dans le *LML* du 1er novembre, sont la vision du peuple versus la vision des dirigeants. Les experts ne savent plus où donner de la tête et se demandent pourquoi quatre ans de Trump n'ont pas abouti à un vote écrasant pour Biden. Ce qui est frappant, c'est la conscience de la classe ouvrière et du peuple des États-Unis que les problèmes auxquels ils sont confrontés ne seront pas résolus par les élections, mais sur la base de la lutte qui est menée présentement.

La classe ouvrière des États-Unis n'est pas passive et désintéressée, ce que les médias voudraient nous faire croire, comme le montrent les nombreuses actions des travailleurs organisés et non organisés au cours des derniers mois, qui abordent les questions de violence et de répression policières dans le cadre de la résistance menée par la communauté afro-américaine, qui mettent de l'avant les revendications des travailleurs de la santé, des enseignants et des autres travailleurs de première ligne pour une protection adéquate pour eux-mêmes, ceux qu'ils servent et le public face à la pandémie de la COVID-19, et qui traitent de l'élection actuelle.



La résolution des 70 000 membres du Conseil du travail de Rochester qui appelle à une grève générale si Trump ne respecte pas le résultat de l'élection, qui mentionnait également la qualité diminuée des institutions existantes, et l'intention du conseil que sa position déclenche une conversation nationale est un reflet de la conscience croissante de la classe ouvrière que ce sont les travailleurs, et non les « dirigeants » et les « autorités », qui assument leur responsabilité sociale, en tant que travailleurs et en tant qu'électeurs. Les actions de juin dernier des travailleurs de 30 ports aux États-Unis en solidarité avec Black Lives Matter, les débrayages le 20 juillet de travailleurs dans les établissements de restauration rapide, les centres de soins de longue durée, les entreprises d'autopartage, les fermes, les aéroports et les autres endroits de travail, ainsi que les milliers d'autres qui ont quitté leur emploi pendant 8 minutes et 46 secondes pour se souvenir de George Floyd et d'autres tués par la police, ainsi que l'organisation continue des infirmières et des enseignants pour exiger des mesures pour se protéger, eux et les patients et étudiants de la COVID-19 montrent à tous de quoi est faite la classe ouvrière des États-Unis.

Au lendemain des élections de 2016 aux États-Unis, les médias et les politiciens des principaux partis cartellisés aux États-Unis et leurs homologues au Canada ont « analysé » que la classe ouvrière des États-Unis était divisée entre ceux qui ont appuyé le Parti républicain et Trump, d'une part, et ceux qui ont appuyé les démocrates et Hilary Clinton, d'autre part. Quatre ans plus tard, dans les reportages sur les premiers résultats de l'élection présidentielle de 2020, le même non-sens rejaillit. Cela montre que les médias et les politiciens des partis cartellisés n'ont qu'un seul objectif en tête : garder la classe ouvrière et le peuple des États-Unis, du Canada et du monde, privés de leurs droits et hors de l'équation. Ce que l'élite dirigeante craint plus que tout, c'est la participation des travailleurs, des jeunes, des membres des communautés minoritaires nationales, des Afro-Américains et des personnes de tous horizons qui sont descendus dans la rue depuis mai pour exiger la fin de la violence policière, pour les droits pour tous, y compris, surtout, le droit du peuple à participer à la prise de décisions qui touchent sa vie. C'est dans ce combat pour le Nouveau que réside l'avenir.

(Photos : SEIU, California Nurses Assn)

La soirée des élections aux États-Unis et les deux Amériques

L'écoute de la soirée des élections aux États-Unis sur Radio-Canada ou j'imagine tout autre poste de radio ou télévision a été une activité amère et étouffante, avec tous les commentaires et entrevues sur le déroulement de celle-ci. Captifs, nos yeux doivent être rivés sur Donald Trump et Joe Biden. L'enjeu est réduit à une analyse de pour ou contre, de batailles entre les républicains et les démocrates, sur les prévisions, basées sur des sondages, algorithmes et statistiques qui nous permettraient éventuellement de déceler le résultat.

Toute la soirée, on nous a parlé des deux Amériques qui seraient entre l'Amérique de Biden et celle de Trump, point à la ligne. Il n'y a pas le peuple des États-Unis, son histoire, ses batailles actuelles pour la justice, la fin des pouvoirs de police, ses demandes et réclamations pour la paix, pour de nouveaux arrangements. Il n'y a que la présentation de deux individus, dont un serait plus fou que l'autre et qu'en définitive, le peuple des États-Unis doit choisir le moins pire des deux, entre ces deux Amériques qui, en définitive, suivent le même ordre du jour d'écarter le peuple de tout pouvoir sur la destinée des États-Unis.



Mais la réalité est que les deux Amériques sont celle de l'élite dominante la plus réactionnaire opposée au peuple, et celle du peuple des États-Unis qui se bat pour une Amérique nouvelle, juste, de paix, antiguerre, humaine, sans discrimination, ciblage, étiquetage, où la vie de tous compte. Le peuple des États-Unis tente de faire émerger le Nouveau et rejette l'Ancien que l'élite tente d'imposer sur sa conscience et sa vie pour l'empêcher d'avancer. Mais ce peuple est en marche pour faire émerger une personnalité démocratique moderne qui veut et exige la reconnaissance des droits de tous et de toutes. C'est ce qu'il y a de plus émancipateur.

Le résultat de l'élection d'une manière ou d'une autre ne changera pas l'enjeu actuel que confronte le peuple aux États-Unis. Il est en mouvement pour changer la direction des États-Unis et il doit garder le cap et porte toute son attention à ce qu'il est en train d'accomplir. Il fait parler par ses gestes et actions sa propre expérience et rejette les discours, belles paroles et pressions de toutes sortes au nom de l'union, du patriotisme antipeuple et d'une constitution désuète et en faillite. Courage au peuple des États-Unis et plein appui à sa lutte pour décider.

Les résultats des élections aux États-Unis ne reflètent pas la conscience de la classe ouvrière

Les grands cercles dirigeants de l'impérialisme américain et leurs médias de masse ont inondé les ondes du fameux tableau rouge et bleu représentant la carte électorale des États-Unis. Télévision, Internet, journaux, radio et j'en passe traitent de la division aigüe qui régnerait dans le pays. Cette division entre le bleu et le rouge signifierait la volonté du peuple aux États-Unis. Pire, elle représenterait la conscience de la classe ouvrière des États-Unis. Toute la soirée, lors de la soirée des élections, on nous a répété que les cols bleus et les gens des campagnes profondes du pays étaient en faveur de Donald Trump. On disait aussi que beaucoup de travailleurs syndiqués des grands États industriels tels la Pennsylvanie et le Michigan votent dorénavant pour Trump. Toutes sortes d'inepties sont dites pour expliquer pourquoi les ouvriers et ouvrières des États-Unis préfèrent Trump à Biden. Qu'ils aiment sa franchise de dire ce qu'il pense sans filtre de politicien, qu'il dénonce l'establishment, qu'il travaille pour son pays, qu'il n'impose pas de « mesures sanitaires extrêmes », etc.

De l'autre côté, on affirme que les travailleurs des États-Unis préfèrent Biden parce qu'il a l'appui des grandes centrales syndicales et que Trump est l'ennemi des syndicats. Biden représente la social-démocratie qui serait plutôt favorable à la classe ouvrière et de soi-disant arrangements étatiques qui permettent aux grandes organisations syndicales d'avoir leur mot à dire. Le Parti démocrate serait le parti naturel des travailleurs aux États-Unis.

Les cercles dirigeants et leurs factions tentent non seulement d'imposer leur conception du monde rétrograde à la classe ouvrière, ils tentent aussi d'imposer une conscience factice de la classe ouvrière pour servir leurs propres intérêts étroits. Ça ne marchera pas pour toujours. La classe ouvrière des États-Unis va devoir régler ce problème une fois pour toutes et refuser de se faire définir par une classe sociale étrangère et antagoniste envers ses propres intérêts.



Les élections aux États-Unis ont démontré toute la faillite des institutions politiques, comment elles sont devenues un instrument des riches pour servir les riches et pour ne représenter que les riches. Les centaines de millions de dollars qui ont été dépensés par les deux camps pour se faire valoir et se faire élire sont devenus une caricature de ce que la démocratie est devenue aux États-Unis. Les institutions des États-Unis ont perdu tellement de crédibilité et de légitimité que la discussion politique sérieuse est détruite avant même d'avoir commencé. On peut dire que ces institutions sont utilisées pour bloquer tout effort d'indépendance envers les grands partis impérialistes cartellisés.

Le vaste mouvement de résistance et le rôle croissant que les travailleurs y jouent développent des actions indépendantes, comme le démontre le refus de se laisser divertir par les élections et le renforcement de la lutte pour les droits. Un problème qui est pris en main pour solution est le besoin que le peuple bâtit ses propres institutions qui permettent la discussion et les prises de décisions et développent la conscience politique de la classe ouvrière qui est requise.

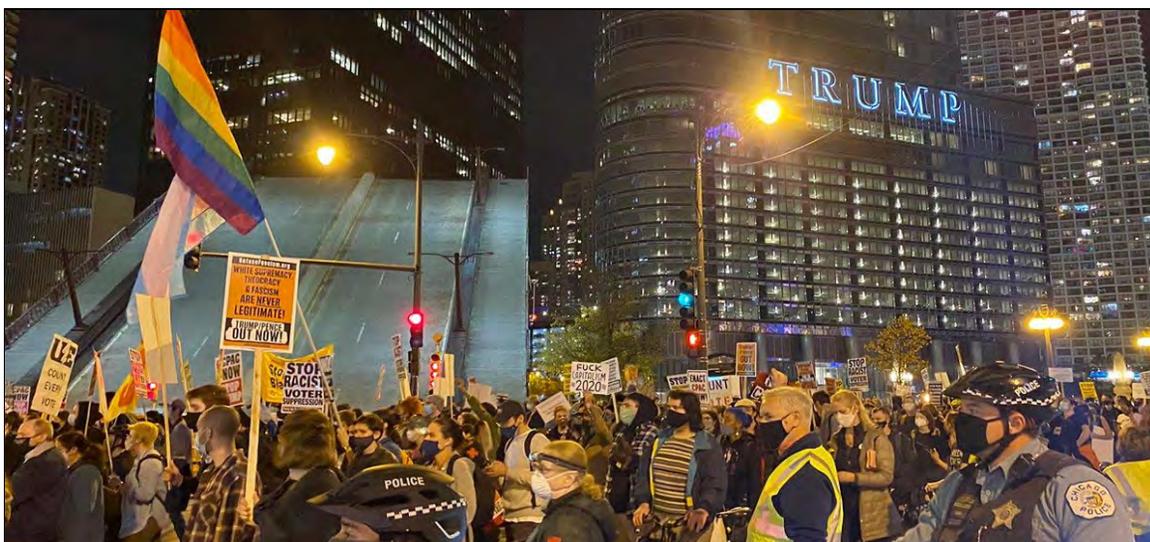
La grande bourgeoisie impérialiste veut inventer une conscience factice et artificielle de la classe ouvrière à partir de ses institutions en crise. Ça ne peut pas marcher. Les grands médias peuvent nous répéter ad nauseam que la classe ouvrière a voté pour telle personne ou tel parti, mais ils oublient que la conscience de la classe ouvrière se transforme chaque jour dans sa lutte pour ses droits et son droit d'être. Tout ce que la bourgeoisie peut faire est d'emprisonner le vote pour ses intérêts étroits dans le cadre de son système politique en crise. Mais c'est tout. De toute façon, c'est tout ce qu'elle recherche parce que son seul but est d'accaparer le pouvoir suprême.

La seule vraie chose que l'on peut voir dans le tableau rouge et bleu, c'est la conscience en putréfaction de la grande bourgeoisie impérialiste. La véritable conscience de la classe ouvrière, elle est en train de se former par la lutte de résistance qui se mène partout aux États-Unis. C'est cette nouvelle conscience qui représente le changement et l'avenir pour le peuple des États-Unis.

Déclarations

Défendons nos droits! Descendons dans la rue! Paralysons le pays!

- *Coalition antiguerre nationale unie* -



Le 4 novembre 2020. Chicago, Illinois

Nous soussignés, activistes pour la justice sociale, organisations pour la paix et la justice, défenseurs des droits démocratiques fondamentaux, de Black Lives, des travailleurs migrants, des soins de santé pour tous et toutes et opposés aux guerres sans fin, reconnaissons que peu importe qui sera élu président le 3 novembre, l'attaque contre nos droits démocratiques et humains ne s'arrêteront pas. En même temps, nous rejetons les menaces du président Trump d'ignorer les résultats des élections du 3 novembre et de se déclarer président.

De toute évidence, le système lui-même est en crise. Les élections contrôlées par les grandes entreprises servent à détourner l'attention de leur incapacité de protéger et de défendre le peuple. Des dizaines de millions de personnes sont descendues dans la rue contre la violence raciste de la police. Leurs voix sont ignorées. Les deux partis veulent plus de financement de la police et rejettent les soins de santé pour tous.

Le mercredi 23 septembre, le président Trump, répondant à la question d'un journaliste, a déclaré : « Nous voulons nous débarrasser des votes [envoyés par la poste], et nous aurons une très pacifique – franchement, il n'y aura pas de transition. Ce sera une continuation. »

Nous ne pouvons considérer les affirmations du président Trump du 3 novembre autrement que comme des attaques contre les droits démocratiques fondamentaux et un effort pour établir une dictature ouverte des États-Unis.

Les droits démocratiques sont attaqués depuis longtemps. La volonté du peuple est rejetée dans un système à ce point dominé par l'argent et la corruption qu'aucun des candidats des partis majeurs ne représentent nos besoins ni nos intérêts.

Le but du définancement du service postal et des mesures agressives de suppression des votes, des menaces de rejeter les bulletins de vote envoyés par la poste, d'avoir recours aux assemblées législatives et aux tribunaux d'État contrôlés par les républicains ainsi qu'à la Cour suprême des États-Unis, est inévitablement de supprimer la représentation des Noirs, des Latinos et des peuples autochtones.

Le président Trump menace d'invalider tout le processus par la dépossession de dizaines de millions d'électeurs et en appelant les forces militaires américaines à supprimer les manifestations de masse.

Le fait que les élections aux États-Unis sont grandement limitées aux partis de l'élite des grandes entreprises et qu'il en va de même pour l'accès au scrutin et aux médias monopolisés est une condamnation de plus des échecs fondamentaux du système.

Dans cette période d'effondrement économique, de pandémie à la hausse, de crise climatique, de violence raciste de la police et de milices armées, la seule voie vers l'avant est la mobilisation résolue du peuple pour défendre nos droits. L'élite dirigeante et ses partis politiques ne méritent aucune confiance.

En tant que signataires collectifs de cette déclaration, nous ne prenons position pour aucun des candidats présidentiels de 2020. Nous sommes unis à la défense du droit du peuple de voter librement et que ces votes soient comptés.

Dans cette crise de novembre du système dans son ensemble et de toutes ses institutions, nous ne



voyons d'autre alternative qu'une entière mobilisation nationale dans la rue pour fermer le pays au complet, y compris la fermeture de toutes les institutions gouvernementales et des entreprises au moyen d'actions grévistes unies et coordonnées et de manifestations de masse connexes. Déployer le pouvoir colossal du peuple est la seule voie vers l'avant.

Préparons-nous à paralyser le pays ! Dans la rue !

(Photos : Vashon Photo, APWU)

Defund Hate: Quel que soit le résultat des élections, le Congrès doit définancer les services de l'immigration et des douanes ainsi que des douanes et de la protection des frontières, et donner la priorité au bien-être de nos communautés

- United We Dream -

Alors que le peuple des États-Unis attend les résultats des élections, la campagne defund Hate a publié la déclaration suivante :

« En janvier, le prochain président des États-Unis et les membres du 117e Congrès assumeront la responsabilité de la santé et du bien-être des communautés et des familles américaines qui luttent toujours pour leur survie dans une pandémie mondiale. Cela comprend les immigrants qui sont détenus ou qui risquent de voir leur famille et leur communauté déchirées par les services de l'immigration et des douanes (ICE) et des douanes et de la protection des frontières (CBP). Quel que soit le résultat des élections, la campagne Defund Hate continuera de se battre pour démanteler ces agences racistes et militaristes qui mettent en danger nos familles et nos voisins et drainent les ressources de nos communautés



Le 3 novembre 2020. Les jeunes de United We Dream à Houston au Texas offrent de la nourriture et d'autres fournitures à ceux qui sont forcés d'attendre pendant des heures en ligne pour voter.

« Vingt-et-une personnes sont décédées sous la garde d'ICE au cours de l'exercice 2020, le plus grand nombre de décès en 15 ans, alors même que le nombre de personnes en détention a considérablement diminué en raison des politiques de l'administration Trump qui a fermé la frontière sud aux personnes demandant l'asile. En plus de la perte tragique de vies humaines sous la garde d'ICE, les agents du CBP ont tué deux personnes au Texas et en Californie au cours des deux dernières semaines. Le nombre de morts sous la garde d'ICE et du CBP souligne que ces agences agissent dans une culture de violence qui entraîne des agressions sexuelles, des abus violents, de la négligence médicale et des conditions insalubres. Pourtant, ICE et CBP ne subissent aucune conséquence pour mettre en danger la santé et la sécurité de centaines de milliers de personnes.



« Ce système d'abus et de négligence a coûté aux contribuables des États-Unis plus de 25 milliards de dollars – un gaspillage inacceptable de ressources jamais vu, mais surtout pendant une pandémie mondiale qui a coûté la vie à plus de 225 000 Américains, fermé des écoles et menacé les moyens de subsistance de millions de personnes.

« Notre nation ne peut guérir tant que nous n'aurons pas mis fin aux systèmes racistes d'incarcération et d'immigration. Nous sommes reconnaissants envers les champions du Congrès qui nous ont soutenus depuis le lancement de la campagne Defund Hate en 2017. Indépendamment de ce qui est à venir, nous comptons poursuivre ensemble ce combat pour la sécurité et le bien-être des communautés d'immigrants. Nous appelons le Congrès et les gouvernements locaux et des États à mettre fin au gaspillage de nos impôts sur l'ICE et le CBP qui mettent des vies en danger, et à financer à la place l'éducation, le logement, les soins de santé et d'autres programmes qui offrent des opportunités et augmentent notre bien-être collectif. »

La campagne #DefundHate, composée d'organisations représentant les communautés directement touchées, des chefs religieux et des défenseurs des droits civils et des droits des immigrants s'est engagée à se désinvestir des agences qui déchirent nos familles et terrorisent nos communautés. Pendant trop longtemps, nos représentants ont dit qu'ils se soucient de nos communautés tout en finançant simultanément une mise en oeuvre agressive de politiques d'immigration et de prisons mortelles pour les immigrants. Ils doivent être tenus responsables de tenir leurs promesses et de se tenir aux côtés de la communauté immigrante. Nous appelons nos membres du Congrès à dire non et à voter contre le gaspillage de l'argent des contribuables dans un système de mise en oeuvre abusive et mortelle de l'immigration. Nous voulons plutôt que l'argent des contribuables soit utilisé pour appuyer nos familles et nos collectivités en investissant dans des programmes d'éducation, de logement, de nutrition et de soins de santé qui offrent des possibilités et améliorent le bien-être.

United We Dream est un réseau dirigé par des jeunes aux États-Unis qui se bat pour la justice et la dignité pour tous les immigrants.

(30 octobre 2020. Photos : C. Jimenez, VOR)

Les actions à la défense des droits se poursuivent partout dans le pays

Partout aux États-Unis, dans les jours qui ont précédé et suivi le jour des élections, le 3 novembre, les travailleurs, les jeunes, les Afro-Américains, les peuples autochtones et les minorités nationales continuent audacieusement de défendre les droits de tous face à la brutalité policière continue et à l'anarchie et à la violence résultant de la rivalité entre factions des cercles dirigeants dans ces élections. Le peuple dit clairement que, quel que soit le résultat des élections, il continuera de mettre de l'avant ses revendications et de compter sur ses propres initiatives et sur ses organisations. Les actions à Portland, Minneapolis, Washington et ailleurs l'ont bien démontré.

Des manifestations soutenues contre la brutalité et l'impunité policières se sont poursuivies dans plusieurs villes. Les manifestants se sont également opposés aux tentatives intéressées de manipuler le processus électoral, en défendant catégoriquement leur droit d'avoir leur mot à dire dans la direction du pays en votant et en exigeant qu'à tout le moins, tous leurs votes soient comptés. Cela était notable dans des endroits comme Détroit et Philadelphie, où il y a des différends au sein de l'élite dirigeante quant à savoir s'il faut compter tous les bulletins de vote postaux. La revendication des citoyens ne porte pas tant sur le résultat que sur le fait que le système électoral existant l'exclut et ils exigent qu'on les reconnaisse comme étant des électeurs.

À Seattle, le 3 novembre, des centaines de personnes ont mené depuis plus de 150 jours des manifestations continues pour demander l'égalité, la justice et la reddition de comptes. Comme cela se passe depuis le mois de mai, ils se sont heurtés à une forte présence policière et des arrestations ont eu lieu. Les actions se poursuivent.

Les manifestations se poursuivent également à Portland. Le 4 novembre, au lendemain des élections, la police de l'État et du comté a de nouveau attaqué les manifestants, après avoir déclaré que l'action était une émeute. La Garde nationale de l'Oregon, qui était déjà mobilisée pour les élections, a été déployée par la gouverneure Kate Brown pour « contrôler les foules ». Une cinquantaine de soldats de la Garde nationale ont participé à la répression des manifestants.

D'autres États, dont le Wisconsin, le Kentucky, le Tennessee et le Texas, ont également mobilisé leur Garde nationale en prévision des manifestations. La Garde nationale a été également déployée devant les bureaux de vote le jour du scrutin. Lors des manifestations pour les droits qui ont lieu depuis mai, environ 40 000 gardes nationaux ont été déployés dans divers États à divers moments. Certains d'entre eux, comme les nombreux anciens combattants qui se sont joints aux manifestations, ont pris position avec leurs voisins pour revendiquer des droits et ont refusé de participer à la répression des manifestants.

À Minneapolis, le 4 novembre, les gens ont persisté dans leurs efforts pour exiger justice pour George Floyd et tous ceux qui sont morts aux mains de la police et pour définancer, démilitariser et contrôler la police. Ils ont de nouveau marché sur l'Interstate 94 pour concentrer leur attention sur leurs demandes. La police locale et nationale a procédé à des arrestations massives de 646 personnes. Inébranlables, les manifestations se sont poursuivies les 5 et 6 novembre pour dénoncer les arrestations et persister dans leurs revendications pour la justice et l'égalité.

À New York, des manifestations de nuit en appui au mouvement Black Lives Matter ont eu lieu depuis le 3 novembre.

À Washington, DC, des manifestations pour dénoncer la brutalité policière et pour réclamer des droits ont lieu sans relâche depuis le mois de mai et de manière quotidienne depuis le jour de l'élection. Le cas le plus récent de mort sur une base raciste aux mains de la police est celui de Karon Hylton, un

Afro-Américain de 20 ans qui a été tué dans une collision sur la route dans le cadre d'une chasse injuste de la part de la police. Ces actions et d'autres organisées ailleurs ont demandé l'arrêt de la détention des enfants immigrants, la fermeture des camps de détention et ont exprimé l'unité des Afro-Américains et des Latinos avec tous ceux qui luttent pour l'égalité et la justice. Le 4 novembre, plusieurs organisations ont aussi revendiqué la protection de l'environnement naturel.

Il ressort de ces actions que les gens de toutes nationalités et de tous milieux sont unis et font avancer leurs luttes pour les droits. Le chaos électoral n'a pas fait dévier ces efforts, mais a plutôt affirmé le besoin que le peuple devienne le preneur de décisions sur toutes les questions qui affectent sa vie.

Seattle, Washington



Le 4 novembre 2020. L'attaque de la police contre la marche pacifique a laissé une personne dans une condition sérieuse à l'hôpital et un certain nombre d'arrestations ont eu lieu. Les organisateurs ont lancé l'appel à d'autres actions.

Portland, Oregon



Denver, Colorado



Dallas, Texas



Minneapolis, Minnesota



Le 5 novembre 2020. Les organisateurs de villes jumelles tiennent une conférence de presse devant le manoir du gouverneur du Minnesota, Tim Walz, pour dénoncer les arrestations massives de la veille.



Le 4 novembre 2020. Des personnes sont prises en sourcière par la police locale et de l'État sur l'autoroute 94 pendant une manifestation pacifique durant laquelle 646 personnes ont été arrêtées.

Milwaukee, Wisconsin



Chicago, Illinois

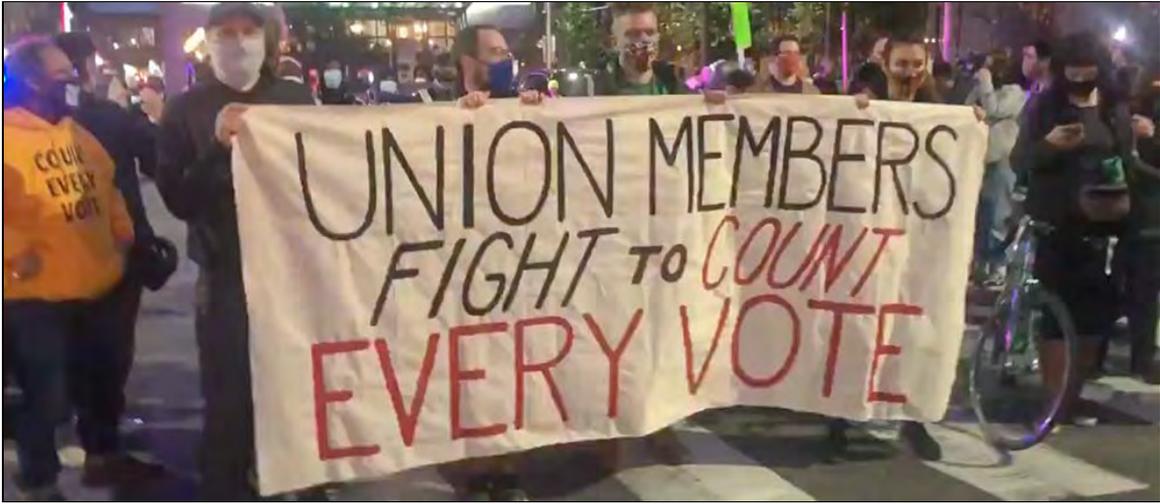




Détroit, Michigan



Philadelphie, Pennsylvanie



Harrisburg, Pennsylvanie



Le 4 novembre 2020. Rassemblement devant l'édifice de l'Assemblée législative de l'État de Pennsylvanie

Lancaster, Pennsylvanie



Graham, Caroline du Nord





Le 3 novembre 2020. Des participants à un rassemblement le jour des élections sont attaqués violemment par la police.

Géorgie



Boston, Massachusetts





New York, New York



Washington, DC



Le 4 novembre 2020.



Le 3 novembre 2020. Manifestations le soir des élections devant la Maison-Blanche

(Photos : Unicorn Riot, O. Salisbury, Jaoquin, Top Quality DF, S. Burkey, Popular Mobilization, S. Olmos, Texas Working Families, G. Butterfield, D. Johnson, J. Potter, Vashon Photo, A. Azikiwe, E. Newman, We Are Michigan, Philly We Rise, Indivisibly Philadelphia, Tues Toomey HBG, Lancaster Stands Up, A. Criden, Its Going Down, New Georgia Project, New York Communities for Change, D. Turetsky, Make the road Action, G. Livingston, M. Jourdan, V. Pickering, Spaces in Action, M. Kerrigan, C. Folgar)

(Pour voir les articles individuellement, cliquer sur le titre de l'article.)

Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web : www.pccml.ca Courriel : redaction@pccml.ca